

Le jeudi 30 novembre 2017,

Au directeur général Roberto Azevêdo et aux membres de l'OMC

RE : Appel des organisations de la société civile au gouvernement argentin à renoncer à la disqualification des accréditations et demandent au directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, et au Conseil général de ne pas organiser la réunion ministérielle de l'OMC en Argentine, à moins que la décision ne soit annulée.

Dans un geste sans précédent, à quelques jours avant la tenue de la rencontre à Buenos Aires, le gouvernement argentin a révoqué l'accréditation de 63 personnes représentantes d'organisations de la société civile — syndicats, groupes environnementaux, organisations en développement, sur les droits numériques et d'autres — à la onzième rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Parmi les délégations et organisations visées, dont plusieurs ont déjà assisté à plusieurs réunions ministérielles et qui ont reçu une note du Secrétariat de l'OMC, le 29 novembre, les informant que le gouvernement argentin avait résilié leur accréditation déjà accordée par l'OMC, on retrouve :

- Argentine : Instituto del Mundo del Trabajo, Siemenpuu, Fundación Grupo Efecto Positivo, Sociedad de Economía Crítica)
- Belgique : 11.11.11
- Brésil : Réseau brésilien d'intégration des personnes, REBRIP
- Chili : Derechos Digitales
- Finlande : Siemenpuu
- Indonésie : Institute for National and Democracy Studies
- Pays-Bas : Institut transnational
- Philippines : People Over Profit
- Royaume-Uni : Global Justice Now!
- ainsi que des organisations internationales, dont le syndicat mondial UNI, basé en Suisse, et sa section sud-américaine basée en Uruguay, les Amis de la Terre International. Une liste complète est disponible sur demande.

La grande majorité des organisations rejetées collaborent avec le réseau mondial *Our World Is Not for Sale* (OWINFS) qui œuvre pour un système d'échange commercial multilatéral, démocratique, socialement juste et durable. Fait à noter, parmi la vingtaine d'organisations qui furent désaccréditer, on ne retrouve que deux provenant du monde des entreprises, alors que la plupart d'entre elles sont acceptées.

L'accord habituel entre les organisations internationales comme l'OMC et le pays hôte d'une conférence internationale prévoit l'accréditation, les visas et l'accès à tous celles et ceux que l'organisation internationale accrédite: diplomates, médias, observateurs d'organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales, etc. L'accord prévoit une réserve pour le pays hôte pour refuser l'entrée à une personne, seulement pour des raisons de sécurité exceptionnelles.

Selon l'expérience des 250 membres d'OWINFS qui ont déjà assisté aux réunions internationales de l'OMC, des Nations Unies et d'autres instances, les pays hôtes n'ont jamais refusé l'entrée de

telles organisations, sauf pour une ou deux personnes spécifiques au maximum, avec au moins une justification fournie. Les précédentes réunions ministérielles de l'OMC à Singapour, aux États-Unis, au Qatar, au Mexique, à Hong Kong, en Suisse, en Indonésie et au Kenya n'ont pas connu une telle répression.

Si un pays hôte commence à prendre des décisions limitant l'accès aux réunions et le fait de manière arbitraire et sans avoir à expliquer les motifs, non seulement l'intégrité de la conférence est remise en question, mais un principe clé de la diplomatie internationale est violé. L'OMC ne devrait pas accepter une violation aussi flagrante de normes internationales bien établies. C'est pourquoi, nous demandons au Directeur général et les membres de l'OMC de ne pas tenir la réunion en Argentine à moins que la participation des groupes ne soit résolue.

Il est ironique que cela se produise le même jour que l'Argentine célèbre le transfert de la présidence du G20 de l'Allemagne à l'Argentine. L'interdiction des personnes déléguées inscrites à l'OMC est un précédent scandaleux et inquiétant, non seulement pour la réunion de l'OMC elle-même, mais aussi pour la présidence argentine du G20 et toutes les futures réunions internationales qui seraient accueillies par des gouvernements répressifs.

Sincèrement,

Deborah James pour Notre Monde N'est pas à Vendre / Our world is not for sale (OWINFS)

Pour obtenir la liste complète des personnes désaccréditées, une copie de la lettre de l'OMC aux organisations visées ou pour toute autre information, on peut me contacter : djames@cepr.net, +1.202.441.6917,

cc Gouvernement d'Argentine